

La meilleure réponse à l'épidémie c'est a priori le confinement, qui entraîne de fait une réduction drastique de toutes les activités économiques. Cela pose un énorme problème de demande : la plupart des gens ne peuvent plus sortir pour consommer, beaucoup de magasins sont fermés. Un grand nombre d'entreprises se retrouvent donc avec des problèmes de trésorerie. On a ensuite un second problème, qui interroge vraiment le modèle social qui est le nôtre aujourd'hui, et qui met en lumière la nécessité de le réformer pour tous les individus qui ne sont pas salariés et qui ne peuvent pas bénéficier du chômage partiel. Auto-entrepreneurs, précaires : ils sont les grands laissés-pour-compte de cette crise. Il faut repenser notre système social de protection en leur faveur.

La crise met à nu la question des inégalités, la question de la redistribution va donc se poser, et celle de savoir comment financer - à court et moyen termes - les mesures prises aujourd'hui. Mais au-delà, il y a surtout la situation de certains individus qui est absolument dramatique puisqu'ils n'ont plus aucune source de revenus. Ces individus-là devraient recevoir un soutien financier automatique de l'État, un revenu universel, ou revenu minimal. Ensuite il y a les entreprises. A leur niveau, la pire des choses qui pourrait arriver ce serait de voir des entreprises qui se portaient bien avant, devoir mettre la clef sous la porte au moment de la sortie de crise. Non pas pour des problèmes de fondamentaux économiques, mais juste parce qu'elles n'ont pas eu assez de trésorerie pour passer la crise et donc pas pu faire face au choc de demande. Cette crise est un moment unique, qui appelle donc des mesures uniques.

Le retour de l'austérité, et je le dis en pesant mes mots, serait la solution la plus absurde à mettre en œuvre d'un point de vue économique. On est face à une crise de la demande, qu'il va donc falloir relancer, il va falloir injecter de l'argent dans l'économie. Il serait donc absurde, demain, d'aller vers une politique d'austérité. Au niveau européen déjà, toutes les nouvelles règles en termes de déficit budgétaire n'ont aucun sens au regard des taux extrêmement bas auxquels les États peuvent emprunter aujourd'hui. Il y a à ce sujet un certain consensus parmi nombre d'économistes, y compris chez ceux qui ne sont pas considérés comme particulièrement interventionnistes ou de gauche. La deuxième chose, c'est la question qu'a mise sur la table le MEDEF selon laquelle il faudrait que les Français se retroussent les manches. On a l'impression qu'il y a une tentative de culpabilisation, mais les Français ne sont pas partis en vacances en laissant mourir l'économie ! Ils ne peuvent pas travailler parce qu'ils sont confinés, il est donc absurde de vouloir détricoter le droit du travail pour obliger les individus à travailler plus à la sortie de la crise. Ce qui m'inquiète, c'est le taux de chômage à venir, le fait qu'un certain nombre d'individus vont perdre leur emploi. Il faudrait faire en sorte que les entreprises ne fassent pas faillite afin que chacun puisse conserver son emploi.

Augmenter les impôts oui, mais tout dépend lesquels : bien sûr qu'il va falloir éviter une augmentation de la TVA ou de la CSG. En revanche, on pourrait annuler un certain nombre de cadeaux fiscaux fait au début du quinquennat. Revenir sur la suppression de l'ISF ou sur la *flat tax* sur le capital serait une preuve d'intelligence et de bon sens. Il va sans doute falloir mettre à contribution les plus hauts patrimoines et les plus hauts revenus, ce qui a été fait par exemple au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Quand on sort d'une situation de crise il faut des solutions qui peuvent être ponctuelles et exceptionnelles.

Par ailleurs il ne faut pas s'effrayer de la dette accumulée maintenant, on ne va pas avoir à la rembourser demain. Les taux d'emprunt sont historiquement bas, ce n'est donc pas un effort financier qui va être très important. L'État passe son temps à s'endetter pour rembourser de la dette, la question va donc davantage être celle de l'échelonnement de cette dette. Il y a des pays en Europe qui sont extrêmement bien notés par ce qu'on appelle les agences de rating, il n'y a pas de menace de ce côté-là. Par contre ce qui m'inquiète plus, et qui est plutôt absent du discours de Bruno Le Maire, c'est le niveau d'endettement d'un certain nombre de pays en développement. Sans la confiance des marchés et donc la possibilité d'emprunter à des taux relativement bas, ils vont sans doute difficilement supporter le choc. Il va falloir faire des efforts et discuter de la possibilité d'une annulation de dettes.

On est face à un échec des dirigeants européens, c'est certain. Je n'abandonne pas tout espoir, car je pense que ce dont ils ne se rendent pas compte, c'est ce que si on n'a pas assez de mutualisation des dettes maintenant, ni davantage de solidarité, notamment vis-à-vis des pays du Sud, on est en train de créer les conditions de la mort de l'Europe. Alors que la mutualisation des dettes au niveau de l'UE serait complètement indolore pour l'Allemagne ou les pays nordiques, ces pays s'y refusent pourtant. Si on croit à l'idée d'UE, ça me paraît absolument urgent. Puisqu'il faut penser au monde d'après, mutualiser des dettes cela va aussi supposer de démocratiser le fonctionnement de l'UE. Or on voit des chefs de gouvernement se réunir à huis clos en pleine nuit pendant des heures, et ensuite sortir avec une décision alors qu'on ne connaît même pas les conditions de la délibération. Mettre fin au huis clos serait un premier pas dans la voie de décisions plus raisonnées.

Que le système marche sur la tête ! On ne doit pas demander aux plus riches et aux entreprises qui ont réalisé les plus gros bénéfices de faire preuve de générosité en faisant la charité au nom de la philanthropie. On doit leur demander de payer des impôts. C'est cela qu'on appelle l'État, c'est cela qu'on appelle la démocratie, dans laquelle le niveau optimal des impôts, où le niveau de progressivité fiscale est déterminé par un gouvernement et par une assemblée composée de députés élus par les citoyens. C'est comme ça que le système devrait fonctionner. Le "monde d'après" cela ne peut pas être un monde où on laisse les plus riches faire sécession, et ensuite faire la charité à un État que l'on aura ruiné en permettant à une partie de la population d'échapper à l'impôt.